

# Informations Rapides

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 1<sup>er</sup> trimestre 2013

### À la fin du premier trimestre 2013, la dette publique s'établit à 1870,3 milliards d'euros

**Avertissement :** la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de déduire celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

#### La dette publique augmente de 36,5 milliards d'euros entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2013...

À la fin du premier trimestre 2013, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 870,3 Mds€, en augmentation de 36,5 Mds€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 91,7 %, en hausse de 1,5 point par rapport à la fin 2012. La dette publique nette progresse plus modérément (+21,9 Mds€).

#### ... sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État

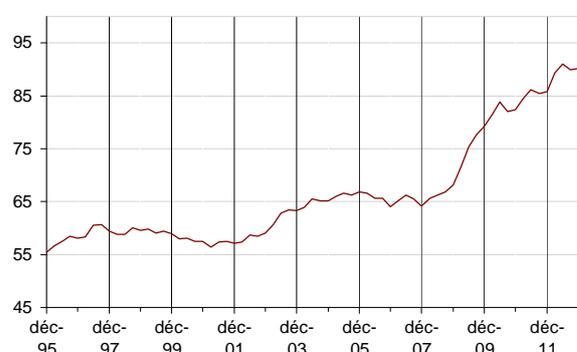
La contribution de l'État à la dette augmente de 37,3 Md€ au premier trimestre ; il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme (+30,4 Mds€) et à court terme (+6,4 Mds€). En outre, 1,2 Md€ de prêts à long terme sont intégrés à la dette de l'État au titre des prêts accordés aux pays de la zone euro dans le cadre du FESF. Les dépôts des correspondants au Trésor diminuent de 0,7 Md€.

La contribution des administrations de sécurité sociale progresse de +2,4 Mds€ sous l'effet de la hausse de l'endettement de l'Acoss (+4,3 Mds€) et l'Unedic (+1,0 Md€) tandis que la Cnaf et la Cades se désendettent respectivement pour 1,9 Md€ et 1,1 Md€.

#### ... alors que la dette des administrations publiques locales diminue

Les administrations publiques locales se désendettent de 3,3 Mds€ : elles remboursent 5,5 Mds€ de prêts à long terme et contractent 2,1 Mds€ de prêts à court terme. La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette est stable.

#### Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (\*)



#### La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2013T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1789,2</b>	<b>1832,4</b>	<b>1818,0</b>	<b>1833,8</b>	<b>1870,3</b>
en point de PIB (*)	89,0%	90,8%	89,7%	90,2%	91,7%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1383,8	1435,1	1421,2	1439,9	1477,2
Organismes divers d'adm. Centrale	10,0	9,7	9,8	9,9	9,9
Administrations publiques locales	161,2	161,6	162,1	173,7	170,5
Administrations de sécurité sociale	234,2	226,0	224,9	210,3	212,7
dont, par instrument :					
Dépôts	31,5	30,8	32,3	37,7	37,0
Titres négociables	1540,5	1571,6	1556,5	1546,1	1587,4
court terme	236,2	225,7	214,1	191,6	202,7
long terme	1304,2	1345,9	1342,4	1354,4	1384,6
Crédits	217,2	230,0	229,1	250,0	245,9
court terme	9,7	11,4	8,7	8,1	8,6
long terme	207,6	218,6	220,4	242,0	237,3

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFiP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

## La dette publique nette augmente moins que la dette de Maastricht

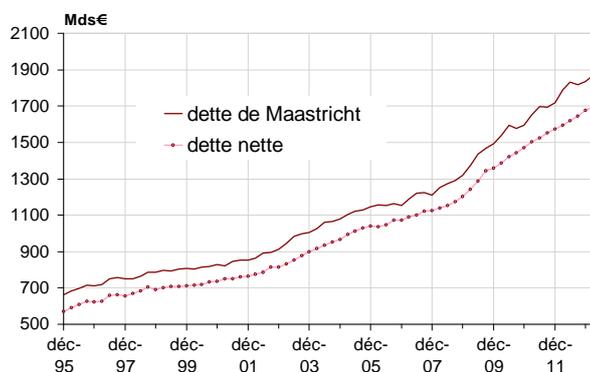
Au premier trimestre 2013, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 697,1 Mds€ (soit 83,3 % du PIB contre 82,4 % au trimestre précédent), en progression de 21,9 Mds€ par rapport à fin 2012. L'écart de 14,6 Mds€ entre cette hausse de la dette nette et l'augmentation de 36,5 Mds€ de la dette brute traduit principalement la forte augmentation de la trésorerie de l'État (+13,8 Mds€). Parmi les autres évolutions notables, l'État accorde 1,2 Md€ de prêts aux pays de la zone euro dans le cadre du FESF (voir encadré).

### La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2013T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1593,2</b>	<b>1619,0</b>	<b>1642,9</b>	<b>1675,1</b>	<b>1697,1</b>
dont :					
État	1289,6	1314,5	1330,9	1348,1	1371,0
Org. divers d'adm. centrale	-2,6	-3,0	-3,3	-2,9	-3,3
Adm. publiques locales	151,6	151,9	152,3	163,9	160,9
Adm. de sécurité sociale	154,7	155,5	163,0	166,1	168,4

### Dette au sens de Maastricht et dette nette



## La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM augmente légèrement

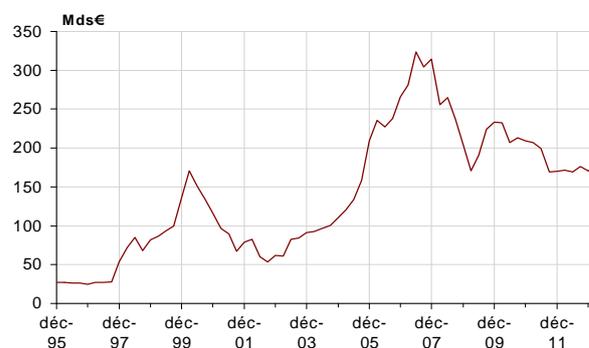
Au premier trimestre 2013, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques augmente de 4,2 Mds€ pour atteindre 174,3 Mds€. Les détentions en actions cotées augmentent de 3,3 milliards d'euros, sous l'effet de l'appréciation des actions détenues par l'État et les Odac (+2,1 Md€ et +0,5 Md€) et de l'acquisition par le FRR de 0,6 Md€ d'actions cotées. Les détentions d'OPCVM enregistrent une hausse de 0,9 Md€ par rapport au trimestre précédent : l'Unedic en acquiert pour 1,4 Md€ tandis que le RSI et le FRR en revendent respectivement pour 0,4 Md€ et 0,3 Md€.

### Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2013T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>171,8</b>	<b>170,3</b>	<b>176,8</b>	<b>170,1</b>	<b>174,3</b>
dont :					
État	56,1	55,6	52,7	47,9	50,0
Org. divers d'adm. centrale	24,2	23,4	24,5	26,1	26,5
Adm. publiques locales	0,6	0,6	0,7	0,6	0,6
Adm. de sécurité sociale	90,8	90,6	99,0	95,5	97,2

### Actions cotées et titres d'OPCVM détenus par les APU



**Remarque :** à la suite de la décision d'Eurostat du 27 janvier 2011, les émissions du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) destinées à financer des prêts aux pays européens sont réintégrés dans les dettes des pays contributeurs à cet organisme. Au premier trimestre 2013, la France a prêté 1,0 milliard d'euros à la Grèce et 0,2 milliard d'euros au Portugal.

### Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method\\_idconj\\_40.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 27 09 2013 à 8h45